

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ABIDJAN

RG 0514/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE
DU 05/04/2019

LA BANQUE ATLANTIQUE COTE D'IVOIRE
DITE BACI
(SCPA LAGO ET DOUKA)
C/

MONSIEUR EHIVET KAMON
GERMAIN MACAULAY

DECISION
Contradictoire

Reçoit la BANQUE ATLANTIQUE
DE COTE D'IVOIRE dite BACI en
son action ;

L'y dit bien fondée ;

Condamne Monsieur EHIVET
KAMON GERMAIN MACAULAY à
lui payer la somme de 27.698.928
FCFA au titre de sa créance ;

Ordonne l'exécution provisoire de
la présente décision nonobstant
opposition ou appel ;

Condamne le défendeur aux
entiers dépens de l'instance.



AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 05 AVRIL 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du vendredi 05 Avril deux mil dix-neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame N'DRI PAULINE, Président du Tribunal ;
Messieurs KOKOGNY SEKA VICTORIEN, SAKO
FODE KARAMOKO, FOLQUET ALAIN et BERET
DOSSA ADONIS, Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître BAH STEPHANIE,
Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

**LA BANQUE ATLANTIQUE COTE D'IVOIRE
dite BACI, société anonyme avec conseil
d'Administration au capital de 14.963.330fcfa,
RCCM N° CI-ABJ-1978-B-31372, dont le siège
social est à Abidjan, plateau, Avenue Noguès,
immeuble Atlantique, prise en la personne de
son représentant légal, monsieur ARSENE
COULIBALY, Directeur Général, ;
Ayant pour conseil la SCPA LAGO ET DOUKA,
Avocats près la cour d'appel d'Abidjan, y
demeurant à Abidjan, deux plateaux, rue des
jardins, lot N° 1729, derrière la BANQUE SIB,
non loin de la MISSION ISLAMIQUE, 06 BP
6750 Abidjan 06, téléphone 22 41 07 66 / 22 41
07 80 ;**

Demanderesse;

D'une part ;

Et

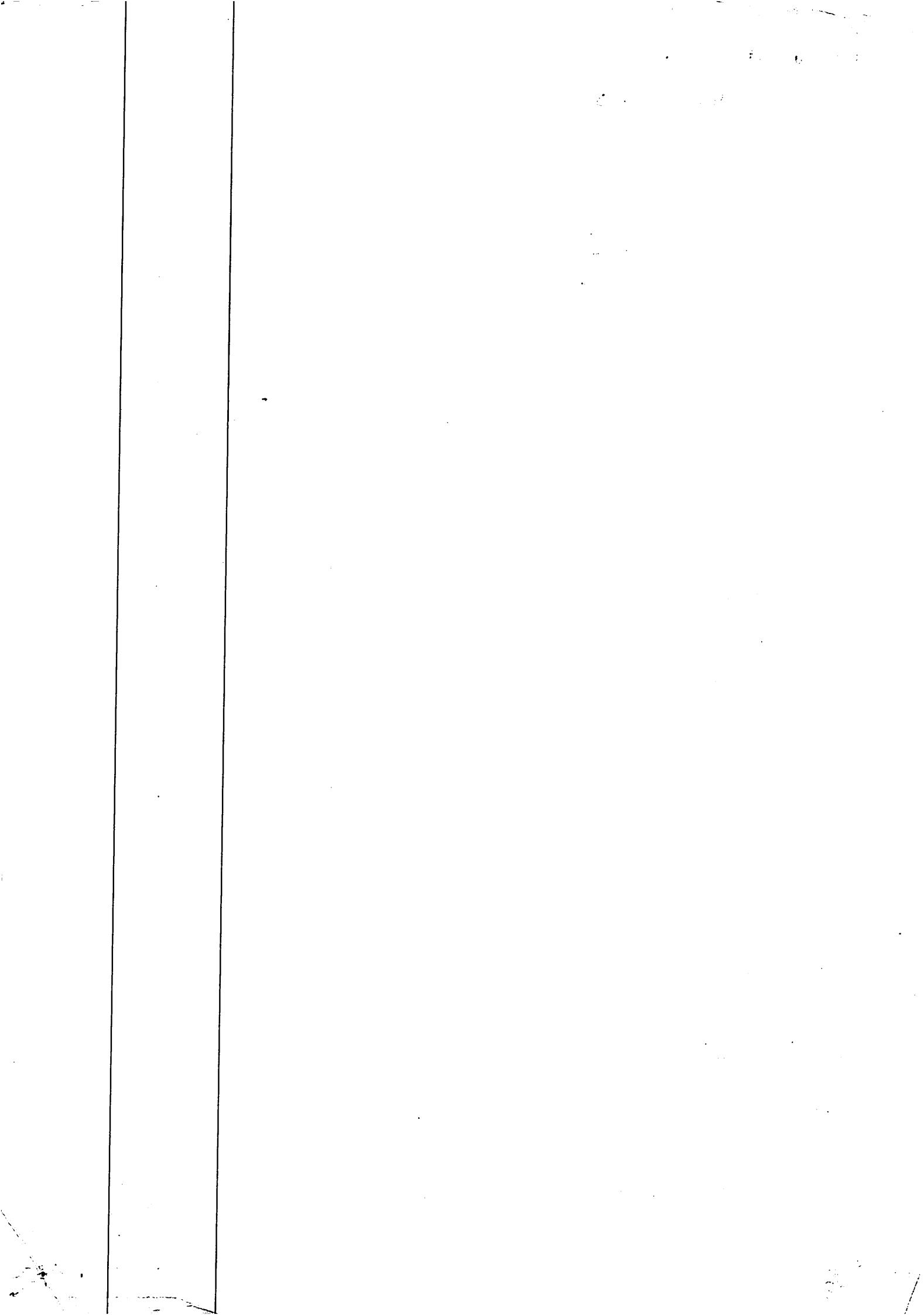
**MONSIEUR EHIVET KAMON GERMAIN
MACAULAY, Administrateur en chef des Services
Financiers à la retraite, de nationalité ivoirienne,
domicilié à Bonoua, quartier
BLONOUKRO(derrière la brigade de gendarmerie
à la sortie de la ville), 17 BP 269 Abidjan 17,
téléphone 01 05 30 20 ;**

Défendeur;

220619

1

cm n° 2019



D'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du 15 février 2019, l'affaire a été appelée ;

Une instruction est ordonnée avec le juge KOKOGNY SEKA VICTORIEN et renvoyait l'affaire au 15/03/2019 ;

La mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture N° 392/19 ;

A cette date, la cause étant en état d'être jugée, elle a été mise en délibéré pour décision être rendue le 05/04/2019 ;

Advenue cette date, le Tribunal a vidé son délibéré ainsi qu'il suit :

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Ouï les parties en leurs fins, demandes et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

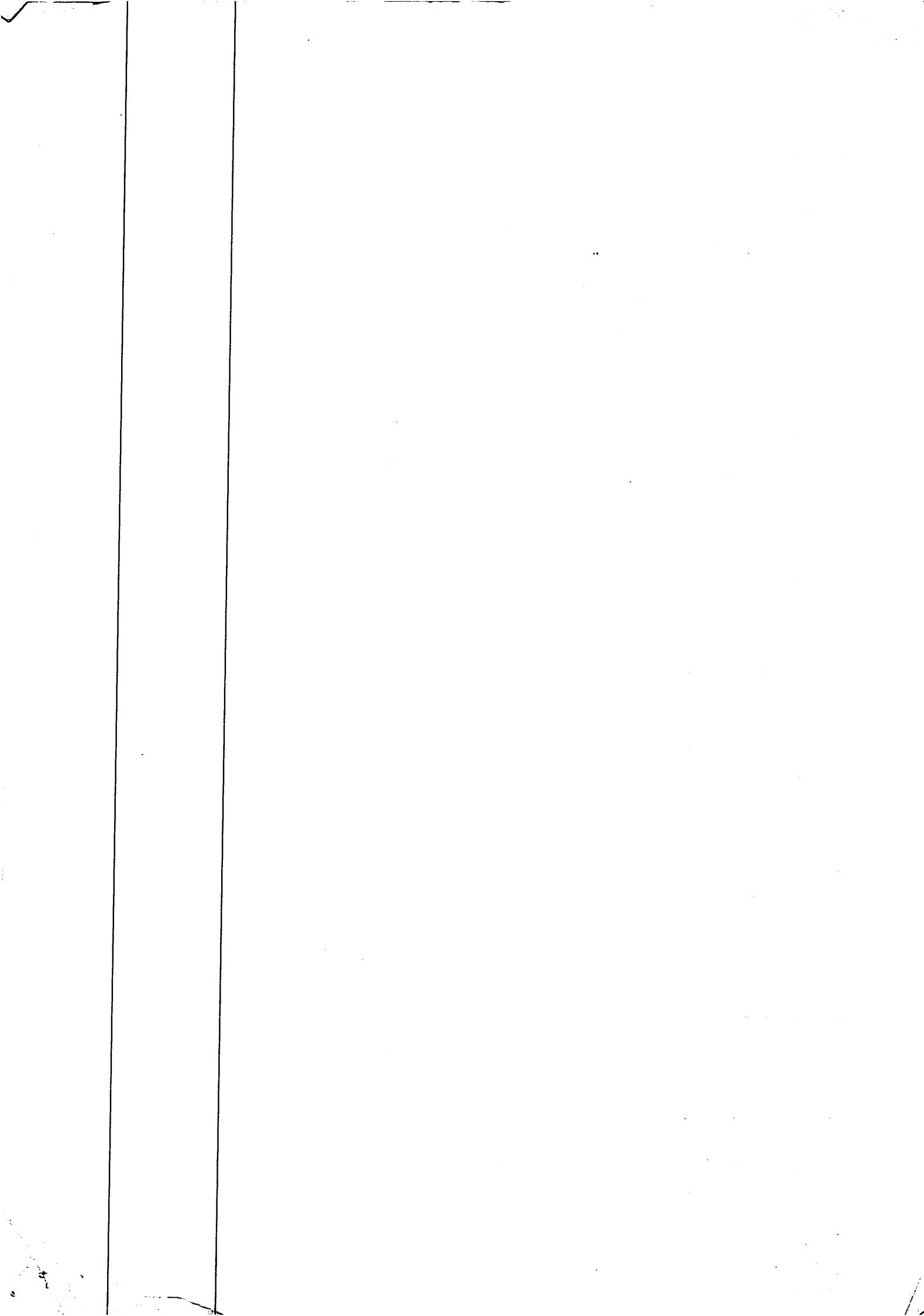
FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 29 janvier 2019, la BANQUE ATLANTIQUE DE COTE D'IVOIRE dite BACI SA, a fait servir assignation à Monsieur EHIVET KAMON GERMAIN MACAULAY, d'avoir à comparaître le 15 février 2019 devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan pour s'entendre :

- Condamner à lui payer la somme de 27.698.928 FCFA au titre de sa créance;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;
- Condamner aux entiers dépens de l'instance, distraits au profit de la SCPA LAGO & DOUKA, avocats associés aux offres de droit ;

Au soutien de son action, la société BACI expose qu'elle a consenti à Monsieur EHIVET KAMON GERMAIN MACAULAY une ouverture de crédit à moyen terme et en contrepartie celui-ci lui a signé le 07 avril 2016 un engagement portant reconnaissance d'une dette de 38.139.838 FCFA ;

Elle ajoute que depuis le 05 avril 2017, le défendeur n'a effectué aucun paiement de sorte que son compte



courant n'a enregistré aucun mouvement créditeur, violant ainsi les principes régissant ce type de compte ;

Elle relève que ses réclamations amiables étant demeurées sans suite, elle a été contrainte de procéder à la clôture dudit compte et de lui adresser suivant courrier en date du 29 mai 2018 une mise en demeure qui lui a été notifiée par exploit en date du 27 juillet 2018 ;

Elle indique que ce crédit lui a été accordé au regard d'une attestation de travail produite et suivant laquelle son départ à la retraite est prévue au 22 février 2028 à l'âge de 65 ans ;

Elle fait observer que curieusement, celui-ci a fait valoir ses droits à la retraite le 22 février 2017 pour limite d'âge statutaire de 65 ans, soit onze (11) années plutôt que ce qu'il a fait croire à la banque ;

Elle estime légitimement que sa créance est en péril de sorte qu'elle sollicite que la décision à intervenir soit assortie de l'exécution provisoire ;

Elle sollicite que le tribunal réponde favorablement à ses demandes susmentionnées ;

Le défendeur n'a pas conclu ;

DES MOTIFS

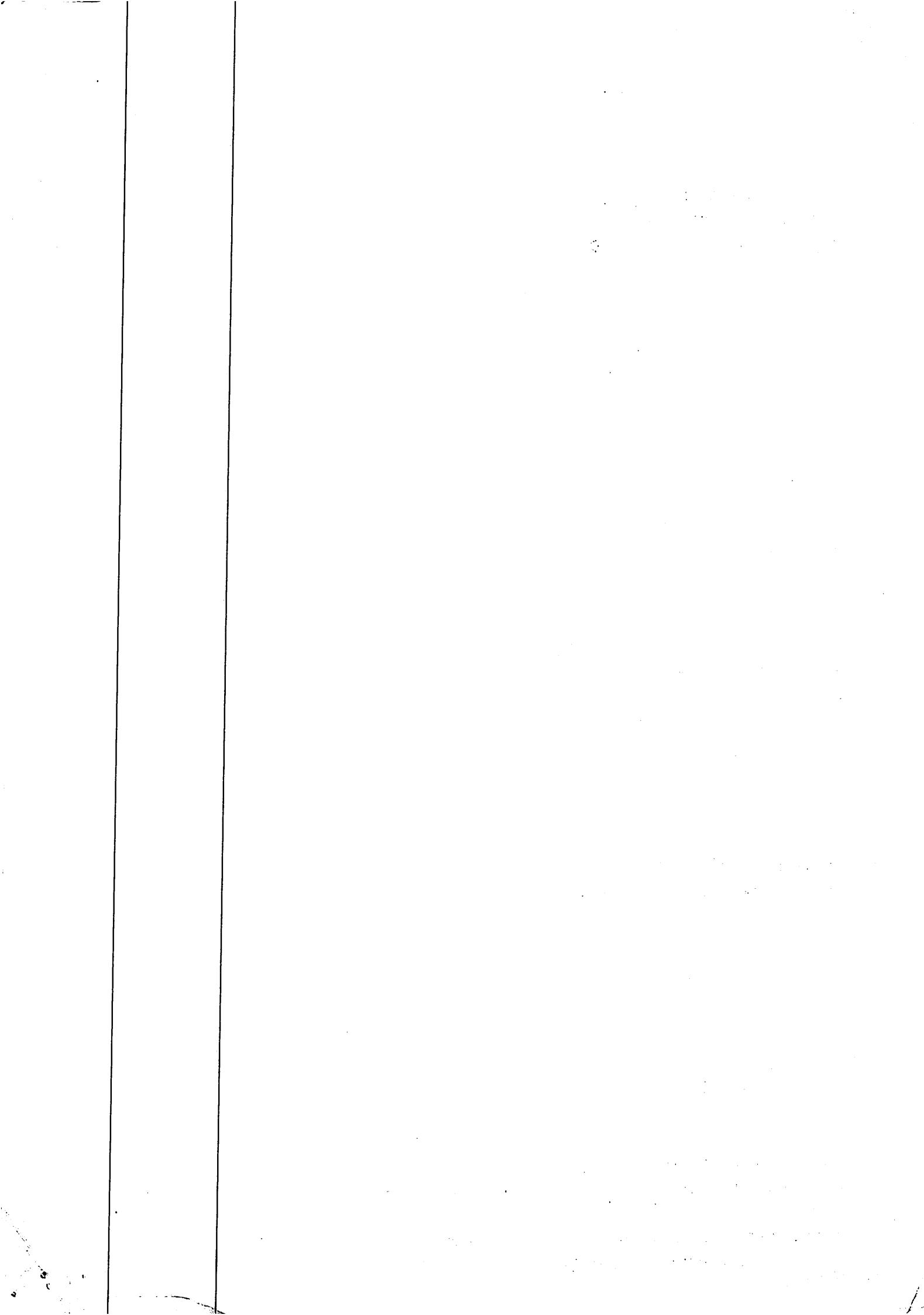
EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

Le défendeur a été assigné à personne;
Il y a lieu de statuer par décision contradictoire ;

Sur le taux du ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi organique N° 2016-1110 du 8 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *les tribunaux de commerce statuent* :



- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs CFA ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs CFA » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige est de 27.698.928 FCFA ; ce montant excédant la somme de vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA ;

Il sied de statuer en premier ressort ;

Sur la recevabilité de l'action

L'action ayant été initiée dans le respect des prescriptions légales de forme et de délai, il y a lieu de la recevoir ;

AU FOND

Sur la demande en paiement

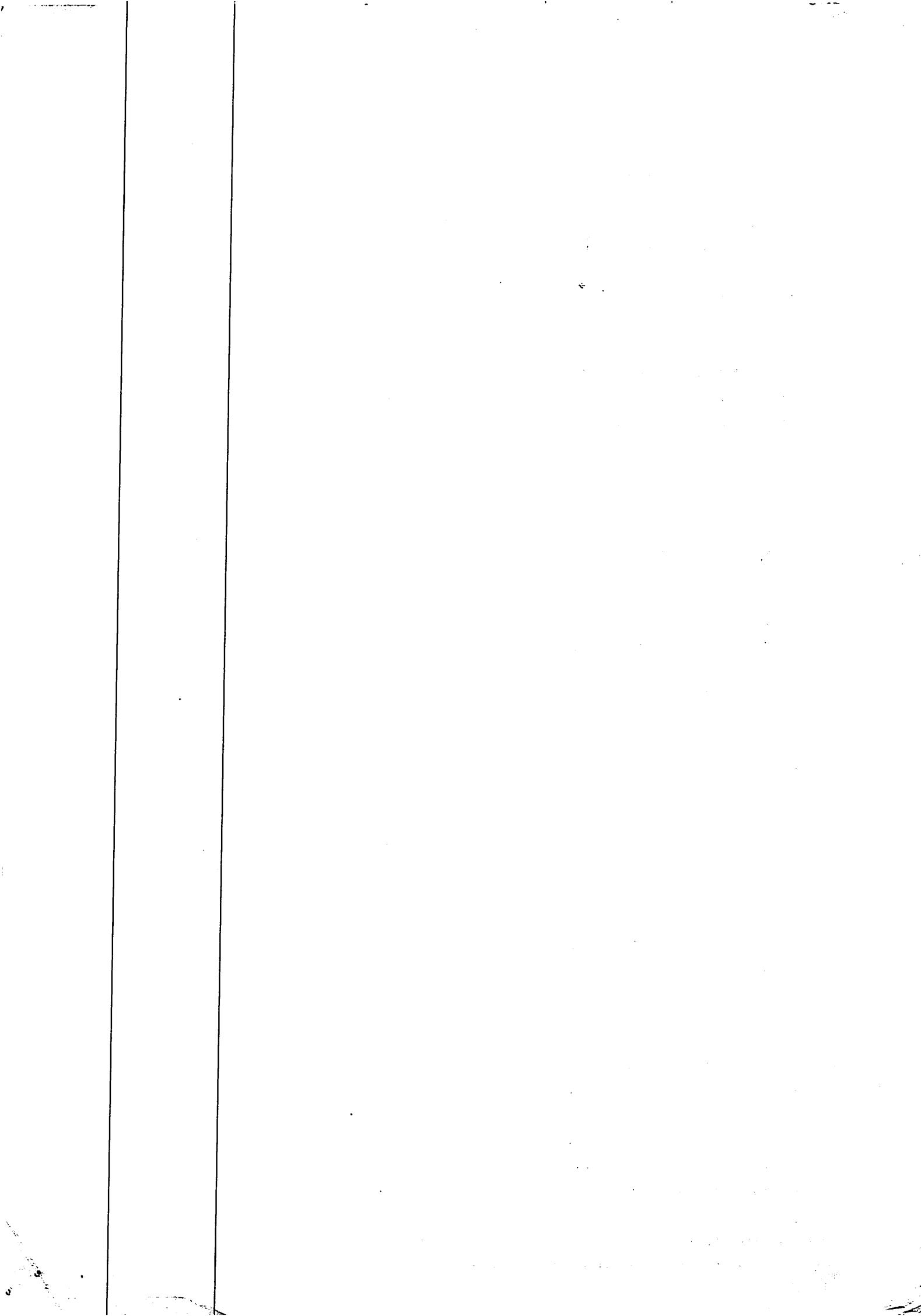
La société BACI sollicite la condamnation de Monsieur EHIVET KAMON GERMAIN MACAULAY à lui payer la somme de 27.698.928 FCFA au titre de sa créance ;

Aux termes de l'article 1134 du code civil, « *les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour des causes que la loi autorise.*

Elles doivent être exécutées de bonne foi » ;

Il en découle que le contrat est la loi des parties, lesquelles sont tenues d'exécuter leurs engagements à moins de bénéficier de causes d'exonération légales ou conventionnelles ;

Il ressort de l'examen des pièces du dossier, notamment de l'engagement portant reconnaissance de dette en date du 07 avril 2016 versé au dossier que Monsieur EHIVET KAMON GERMAIN MACAULAY a bénéficié de la part de la BACI, d'un prêt bancaire pour lequel il reste devoir un reliquat de 27.698.928 FCFA;



Il est établi qu'aux échéances convenues, Monsieur EHIVET KAMON GERMAIN MACAULAY n'a pu rembourser l'intégralité de la somme empruntée comme l'atteste le courrier de dénonciation de clôture juridique de compte comportant mise en demeure de payer à lui notifié le 27 juillet 2018 ;

Le défendeur ayant été défaillant dans l'exécution de ses obligations, il reste tenu du paiement de sa dette dans les termes convenus, et ce, conformément à l'article 1134 sus indiqué ;

Il y a lieu de le condamner à payer à la BACI, la somme de 27.698.928 FCFA au titre de sa créance ;

Sur l'exécution provisoire

La société BACI sollicite l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant toute voie de recours ;

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile, commerciale et administrative : « Outre les cas où elle est prescrite par la loi, l'exécution provisoire doit être ordonnée d'office, nonobstant opposition ou appel, s'il y a titre authentique ou privé non contesté, aveu ou promesse reconnue » ;

En l'espèce, il figure au dossier un engagement portant reconnaissance de dette en vertu duquel le défendeur a reconnu devoir à la demanderesse ;

Il sied en conséquence d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire ;

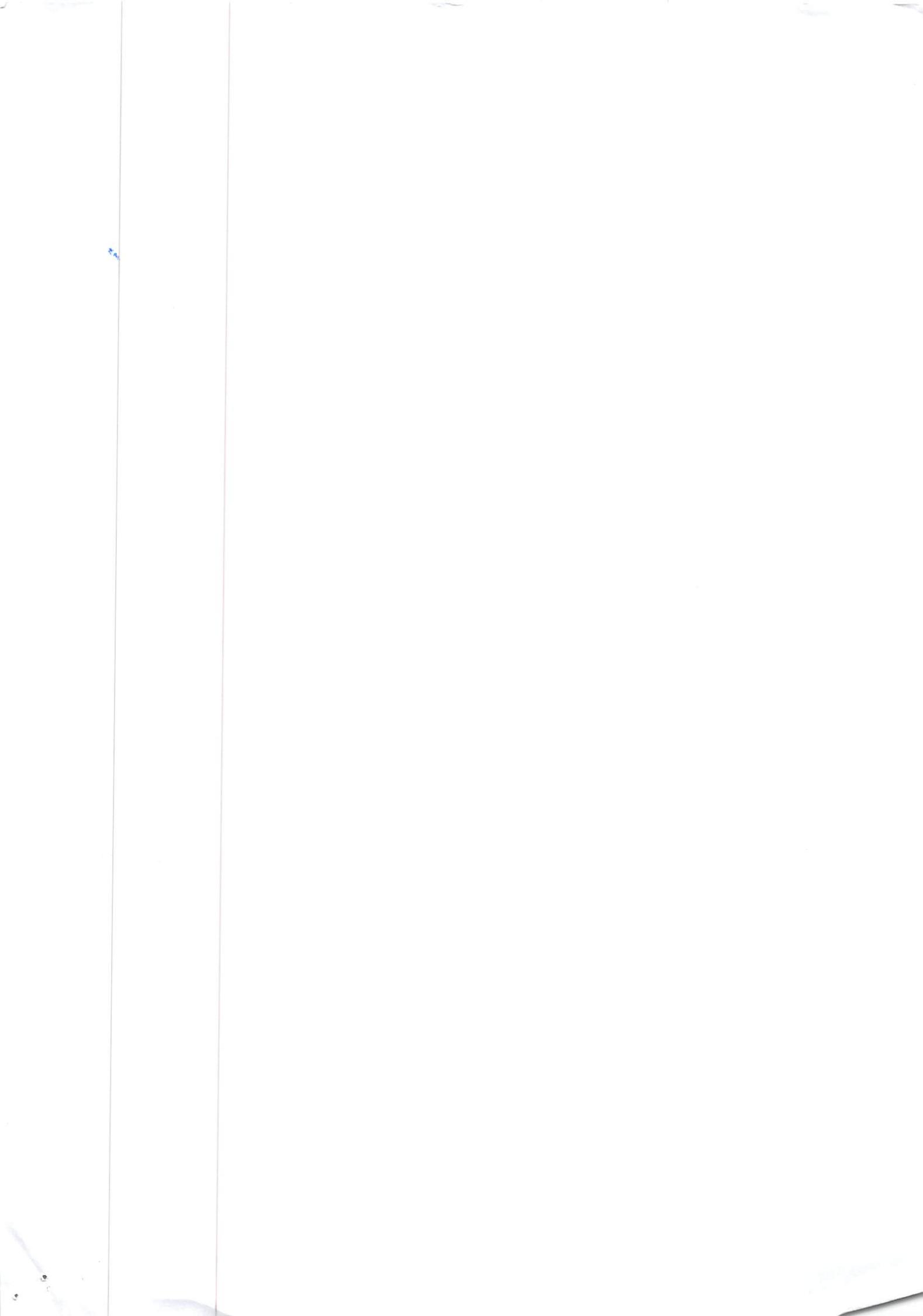
Sur les dépens

Le défendeur succombant, il sied de lui faire supporter les dépens en application de l'article 149 du code de procédure civile, commerciale et administrative ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Reçoit la BANQUE ATLANTIQUE DE COTE D'IVOIRE dite BACI en son action ;



L'y dit bien fondée ;

Condamne Monsieur EHIVET KAMON GERMAIN MACAULAY à lui payer la somme de 27.698.928 FCFA au titre de sa créance ;

Ordonne l'exécution provisoire de la présente décision nonobstant opposition ou appel ;

Condamne le défendeur aux entiers dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNÉ LE PRÉSIDENT ET LE GREFFIER.

N°QCE: 00 282812

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le..... 14 MAI 2019

REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 38

N°..... 790 Bord. 3001 27

REÇU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre

affirmatif

1960-1961 - 1961-1962

1961-1962 - 1962-1963

1962-1963 - 1963-1964

1963-1964 - 1964-1965

1964-1965 - 1965-1966

1965-1966 - 1966-1967

1966-1967 - 1967-1968

1967-1968 - 1968-1969

1968-1969 - 1969-1970

1969-1970 - 1970-1971

1970-1971 - 1971-1972

1971-1972 - 1972-1973

1972-1973 - 1973-1974

1973-1974 - 1974-1975

1974-1975 - 1975-1976

1975-1976 - 1976-1977

1976-1977 - 1977-1978

1977-1978 - 1978-1979

1978-1979 - 1979-1980

1979-1980 - 1980-1981

1980-1981 - 1981-1982

1981-1982 - 1982-1983

1982-1983 - 1983-1984

1983-1984 - 1984-1985

1984-1985 - 1985-1986

1985-1986 - 1986-1987

1986-1987 - 1987-1988

1987-1988 - 1988-1989

1988-1989 - 1989-1990

1989-1990 - 1990-1991

1990-1991 - 1991-1992

1991-1992 - 1992-1993

1992-1993 - 1993-1994

1993-1994 - 1994-1995

1994-1995 - 1995-1996

1995-1996 - 1996-1997

1996-1997 - 1997-1998

1997-1998 - 1998-1999

1998-1999 - 1999-2000

1999-2000 - 2000-2001

2000-2001 - 2001-2002

2001-2002 - 2002-2003

2002-2003 - 2003-2004

2003-2004 - 2004-2005

2004-2005 - 2005-2006

2005-2006 - 2006-2007

2006-2007 - 2007-2008

2007-2008 - 2008-2009

2008-2009 - 2009-2010

2009-2010 - 2010-2011

2010-2011 - 2011-2012

2011-2012 - 2012-2013

2012-2013 - 2013-2014

2013-2014 - 2014-2015

2014-2015 - 2015-2016

2015-2016 - 2016-2017

2016-2017 - 2017-2018

2017-2018 - 2018-2019

2018-2019 - 2019-2020

2019-2020 - 2020-2021

2020-2021 - 2021-2022

2021-2022 - 2022-2023

2022-2023 - 2023-2024

2023-2024 - 2024-2025

2024-2025 - 2025-2026

2025-2026 - 2026-2027

2026-2027 - 2027-2028

2027-2028 - 2028-2029

2028-2029 - 2029-2030

2029-2030 - 2030-2031

2030-2031 - 2031-2032

2031-2032 - 2032-2033

2032-2033 - 2033-2034

2033-2034 - 2034-2035

2034-2035 - 2035-2036

2035-2036 - 2036-2037

2036-2037 - 2037-2038

2037-2038 - 2038-2039

2038-2039 - 2039-2040

2039-2040 - 2040-2041

2040-2041 - 2041-2042

2041-2042 - 2042-2043

2042-2043 - 2043-2044

2043-2044 - 2044-2045

2044-2045 - 2045-2046

2045-2046 - 2046-2047

2046-2047 - 2047-2048

2047-2048 - 2048-2049

2048-2049 - 2049-2050

2049-2050 - 2050-2051

2050-2051 - 2051-2052

2051-2052 - 2052-2053

2052-2053 - 2053-2054

2053-2054 - 2054-2055

2054-2055 - 2055-2056

2055-2056 - 2056-2057

2056-2057 - 2057-2058

2057-2058 - 2058-2059

2058-2059 - 2059-2060

2059-2060 - 2060-2061

2060-2061 - 2061-2062

2061-2062 - 2062-2063

2062-2063 - 2063-2064

2063-2064 - 2064-2065

2064-2065 - 2065-2066

2065-2066 - 2066-2067

2066-2067 - 2067-2068

2067-2068 - 2068-2069

2068-2069 - 2069-2070

2069-2070 - 2070-2071

2070-2071 - 2071-2072

2071-2072 - 2072-2073

2072-2073 - 2073-2074

2073-2074 - 2074-2075

2074-2075 - 2075-2076

2075-2076 - 2076-2077

2076-2077 - 2077-2078

2077-2078 - 2078-2079

2078-2079 - 2079-2080

2079-2080 - 2080-2081

2080-2081 - 2081-2082

2081-2082 - 2082-2083

2082-2083 - 2083-2084

2083-2084 - 2084-2085

2084-2085 - 2085-2086

2085-2086 - 2086-2087

2086-2087 - 2087-2088

2087-2088 - 2088-2089

2088-2089 - 2089-2090

2089-2090 - 2090-2091

2090-2091 - 2091-2092

2091-2092 - 2092-2093

2092-2093 - 2093-2094

2093-2094 - 2094-2095

2094-2095 - 2095-2096

2095-2096 - 2096-2097

2096-2097 - 2097-2098

2097-2098 - 2098-2099

2098-2099 - 2099-20100

2099-20100 - 20100-20101

20100-20101 - 20101-20102

20101-20102 - 20102-20103

20102-20103 - 20103-20104

20103-20104 - 20104-20105

20104-20105 - 20105-20106

20105-20106 - 20106-20107

20106-20107 - 20107-20108

20107-20108 - 20108-20109

20108-20109 - 20109-20110

20109-20110 - 20110-20111

20110-20111 - 20111-20112

20111-20112 - 20112-20113

20112-20113 - 20113-20114

20113-20114 - 20114-20115

20114-20115 - 20115-20116

20115-20116 - 20116-20117

20116-20117 - 20117-20118

20117-20118 - 20118-20119

20118-20119 - 20119-20120

20119-20120 - 20120-20121

20120-20121 - 20121-20122

20121-20122 - 20122-20123

20122-20123 - 20123-20124

20123-20124 - 20124-20125

20124-20125 - 20125-20126

20125-20126 - 20126-20127

20126-20127 - 20127-20128

20127-20128 - 20128-20129

20128-20129 - 20129-20130

20129-20130 - 20130-20131

20130-20131 - 20131-20132

20131-20132 - 20132-20133

20132-20133 - 20133-20134

20133-20134 - 20134-20135

20134-20135 - 20135-20136

20135-20136 - 20136-20137

20136-20137 - 20137-20138

20137-20138 - 20138-20139

20138-20139 - 20139-20140

20139-20140 - 20140-20141

20140-20141 - 20141-20142

20141-20142 - 20142-20143

20142-20143 - 20143-20144

20143-20144 - 20144-20145

20144-20145 - 20145-20146

20145-20146 - 20146-20147

20146-20147 - 20147-20148

20147-20148 - 20148-20149

20148-20149 - 20149-20150

20149-20150 - 20150-20151

20150-20151 - 20151-20152

20151-20152 - 20152-20153

20152-20153 - 20153-20154

20153-20154 - 20154-20155

20154-20155 - 20155-20156

20155-20156 - 20156-20157

20156-20157 - 20157-20158

20157-20158 - 20158-20159

20158-20159 - 20159-20160

20159-20160 - 20160-20161